

N° 5757⁹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

PROJET DE LOI

ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des Contributions Directes, de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des Contributions Directes;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (23.9.2008).....	1
2) Texte coordonné.....	4

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(23.9.2008)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et à la demande de la Commission des Finances et du Budget, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint le texte coordonné du projet de loi mentionné sous rubrique tel que la Commission des Finances et du Budget l'a adopté dans sa réunion de ce jour.

Bien que ce texte ne comporte pas d'amendement au sens strict, la Commission estime indispensable de présenter au Conseil d'Etat un argumentaire cohérent et détaillé concernant les propositions de texte du Conseil d'Etat qu'elle a fait siennes respectivement celles qu'elle n'a pu reprendre. Ensuite et surtout, la commission tient à exposer au Conseil d'Etat la façon dont laquelle elle a tenu compte des oppositions formelles émises à l'endroit des articles 17 et 19 ainsi que les explications à la lumière desquelles elle demande au Conseil d'Etat de reconsidérer son opposition formelle visant l'article 7.

Opposition formelle concernant les articles 17 et 19

Suite aux oppositions formelles exprimées par le Conseil d'Etat à l'égard de l'article 17, point 3 paragraphe 5 alinéas 2 et 3 ainsi que de l'article 19, point 13 paragraphe 2bis alinéas 2 et 3, la

Commission parlementaire propose de supprimer l'intégralité des points 3 et 13 respectivement des articles 17 et 19.

En effet, l'argument principal plaidant en faveur d'un tel détachement était de voir les fonctionnaires détachés s'occuper en premier lieu, pour ne pas dire exclusivement, d'affaires de fraudes fiscales afin d'apporter une contribution efficace à l'amélioration de la lutte contre la fraude et d'accélérer les poursuites aux infractions à la législation fiscale. Il aurait été insensé de détacher des fonctionnaires spécialisés en matière fiscale au prix d'une formation ardue et d'une expérience de longue haleine pour les occuper de dossiers qui n'ont aucun rapport avec leur administration d'origine. C'est aux fins de garantir à ces fonctionnaires une occupation qui justifierait leur détachement que les auteurs du projet ont voulu ajouter cette précision au texte.

Comme le Conseil d'Etat est cependant d'avis que le texte proposé risque de créer une confusion des rôles des fonctionnaires détachés empêchant le justiciable de déterminer ses droits et obligations ni de saisir exactement la portée de ses déclarations et dépositions dans chaque cas de procédure (fiscale et pénale), la Commission des Finances et du Budget se rallie à l'avis du Gouvernement que dans ce contexte un détachement des fonctionnaires des administrations fiscales ne se justifie plus.

Modifications de textes proposées par le Conseil d'Etat

La Commission des Finances et du Budget a suivi le Conseil d'Etat dans ses observations relatives aux articles 8, 9, 10 paragraphe 2, 11, 12, et 16 alinéa 3 et adopté les modifications de textes proposées. Par contre, la Commission n'a pas pu suivre le Conseil d'Etat dans ses propositions de modification des articles 2, 5, 16 alinéa 5, et 18, ceci pour les raisons suivantes:

Articles 2 et 5

Le projet de loi ne met pas en question l'autonomie des deux administrations fiscales. Il s'ensuit que les fonctionnaires resteront soumis à des droits et devoirs spécifiques, régissant l'exercice de leurs fonctions. Etant donné que chaque agent agit dans le cadre des limites et pouvoirs de son administration, un code de procédure commun ne s'impose pas. Pour le contribuable, la situation est transparente également. Ses droits seront ceux garantis par l'AO à l'égard des fonctionnaires des Contributions, respectivement par la loi sur la TVA à l'égard des fonctionnaires de l'Enregistrement. La situation ne diffère pas par rapport à un contrôle séparé des deux administrations qui serait décalé dans le temps.

Article 16, alinéa 5

L'application de sanctions administratives et pénales en cas d'infraction à la loi, se trouve déjà ancrée dans les dispositions de l'article 77, paragraphe 2, de la loi TVA actuelle. Il ne s'agit donc pas d'élément nouveau. Quant à la deuxième observation du Conseil d'Etat, il y a lieu de souligner que la fixation de la cote d'impôt peut intervenir également à la suite d'une taxation du bureau effectuée en cas de non-dépôt de la déclaration par l'assujéti. La fixation de l'amende au prorata de l'impôt élué est un principe qui a été repris notamment de l'article 5 de la loi du 22 décembre 1993 sur l'escroquerie en matière d'impôts.

Article 18

D'après l'avis du Conseil d'Etat, l'introduction de l'imposition suivant déclaration devra être accompagnée par la mise en compte d'intérêts débiteurs ou créditeurs selon que la différence entre les cotes d'impôt définitive et provisoire est positive ou négative. Toutefois, la même problématique se pose déjà à l'heure actuelle au cas où les avances d'impôt ne sont pas ajustées à la situation réelle des revenus. Les avances peuvent être fixées à un niveau trop bas ou bien à un montant supérieur à la cote définitive. Il est donc nécessaire d'examiner les modalités de détermination d'un intérêt dans un contexte global.

Opposition formelle concernant l'article 7

Le Conseil d'Etat justifie son opposition formelle en se référant à l'avis du 23 mai 2007 que la Commission nationale de la protection des données („CNPD“) a émis au sujet de l'avant-projet de loi en question. Dans cet avis la CNPD avait critiqué que le texte se limitait „à instaurer le principe de l'interconnexion des données, respectivement de la coopération administrative à plusieurs niveaux par

un échange de données, sans pour autant arrêter ou préciser les critères de délimitation, les conditions et les restrictions que devra respecter l'interconnexion de données envisagées". Suite à cet avis un groupe de travail réunissant des fonctionnaires des administrations fiscales et du CNPD a reformulé les textes incriminés afin de les conformer à la ratio des dispositions de l'article 16 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

C'est ainsi que sur proposition du groupe de travail

- il a été précisé aux articles 1er, 4, 7, 10, 11 et 12 que l'interconnexion de données se fait sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé;
- à l'article 7 une ajoute stipule que les échanges d'informations à des fins de statistiques doivent être rendus anonymes;
- aux articles 8, 9, 10, 11, 12 et 13 les informations pouvant faire l'objet d'un échange sont clairement définies.

Ces modifications ont d'ailleurs amené la CNPD à remarquer dans son avis relatif à l'amendement que le Gouvernement a proposé au projet de loi en question „qu'elle a été suivie dans ses recommandations par les auteurs du projet de loi No 5757“ (avis du 16 novembre 2007). L'accord de la CNPD pour le texte du projet de loi semble donc bien être donné. Il faut remarquer par ailleurs que c'est également sur demande du CNPD que le Gouvernement a déposé un projet de règlement grand-ducal régissant l'interaction entre l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines, projet qui a trouvé l'aval du CNPD.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget prie le Conseil d'Etat de reconsidérer son opposition formelle à l'égard de l'article 7.

*

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Conseil d'Etat dans les meilleurs délais.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, et à Madame Octavie Modert, Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,

Lucien WEILER

*

TEXTE COORDONNE

(Les propositions du Conseil d'Etat que la Commission des Finances et du Budget a faites siennes sont soulignées.)

PROJET DE LOI 5757

ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi générale des impôts („Abgabenordnung“);
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Chapitre I. – Coopération entre l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines

Art. 1er.– L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines échangent les informations susceptibles de leur permettre l'établissement correct et le recouvrement des impôts, droits, taxes et cotisations dont la perception leur est attribuée, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 2.– L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines peuvent procéder à des contrôles simultanés ou en commun sur place de la situation fiscale d'un ou de plusieurs contribuables ou assujettis, et ceci suivant les procédures propres à chacune des deux administrations.

Art. 3.– En vue de l'établissement et du recouvrement des impôts, droits, taxes et cotisations dont la perception leur est attribuée, tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte découvert ou obtenu par l'Administration des contributions directes ou par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, peut être invoqué par l'autre administration à laquelle la transmission en a été faite.

Chapitre II. – Coopération entre l'Administration de l'enregistrement et des domaines et l'Administration des douanes et accises

Art. 4.– L'Administration des douanes et accises et l'Administration de l'enregistrement et des domaines échangent les informations susceptibles de leur permettre l'établissement correct et le recouvrement des droits à l'importation et à l'exportation, des droits d'accises, de la taxe sur les véhicules routiers et de la taxe sur la valeur ajoutée, à l'aide de procédés automatisés ou non. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion ou consultation de données à travers un accès direct à des fichiers de données à caractère personnel et sous garantie que l'accès soit sécurisé, limité et contrôlé. Les conditions, critères et modalités de l'échange sont déterminés par règlement grand-ducal.

Art. 5.– L'Administration des douanes et accises et l'Administration de l'enregistrement et des domaines peuvent procéder à des contrôles simultanés ou en commun sur place de la situation fiscale d'un ou de plusieurs contribuables, opérateurs économiques ou assujettis, et ceci suivant les procédures propres à chacune des deux administrations.

Art. 6.– En vue de l'établissement et du recouvrement des droits à l'importation et à l'exportation, des droits d'accises, de la taxe sur les véhicules routiers et de la taxe sur la valeur ajoutée, tout renseignement, pièce, procès-verbal ou acte découvert ou obtenu par l'Administration des douanes et accises ou par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, peut être invoqué par l'administration à laquelle la transmission en a été faite.

Chapitre III. – Coopération entre l'Administration des contributions directes, l'Administration de l'enregistrement et des domaines, l'Administration des douanes et accises, le ministère des Transports, le STATEC, l'Inspection générale de la sécurité sociale, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Inspection du travail et des mines ainsi que d'autres établissements publics

Art. 7.– L'Inspection générale de la sécurité sociale ou le STATEC, d'une part, et l'Administration des contributions directes ou l'Administration de l'enregistrement et des domaines, d'autre part, échangent à l'aide de procédés automatisés ou non des informations rendues anonymes à des fins statistiques. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé.

Art. 8 7bis.– En vue d'apprécier l'opportunité d'une assignation en faillite, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines échangent, à l'aide de procédés automatisés ou non, des informations relatives aux arriérés respectifs concernant les commerçants et sociétés commerciales dont la situation financière est compromise au moins envers l'une de ces administrations. Les procédés automatisés se font moyennant interconnexion de données et sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé.

Art. 9 8.– Afin de leur permettre le recouvrement des impôts, droits, taxes, loyers et cotisations dont la perception leur est attribuée, le Centre Commun de la Sécurité Sociale transmet sur demande à l'Administration des Contributions Directes et à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines les nom, prénom, adresse, matricule de l'employeur du débiteur des créances respectives ou de l'organisme débiteur de sa pension ou de sa rente.

En vue du recouvrement des impôts, droits, taxes, loyers et cotisations dont la perception leur est attribuée, le Centre commun de la sécurité sociale transmet sur demande à l'Administration des contributions directes et à l'Administration de l'enregistrement et des domaines les nom, prénom, adresse, matricule de l'employeur du débiteur des créances respectives ou de l'organisme débiteur de sa pension ou de sa rente.

Art. 10 9.– Afin de leur permettre l'établissement correct des impôts directs relatifs à des revenus provenant de l'exercice d'une profession agricole, libérale, industrielle, artisanale ou commerciale, le Centre Commun de la Sécurité Sociale transmet par voie informatique à l'Administration des Contributions Directes le relevé des travailleurs indépendants affiliés avec leurs nom, prénom, adresse, matricule, genre et lieu d'exercice de l'activité.

En vue de l'établissement correct des impôts directs relatifs à des revenus provenant de l'exercice d'une profession agricole, libérale, industrielle, artisanale ou commerciale, le Centre commun de la sécurité sociale transmet par voie informatique à l'Administration des contributions directes le relevé des travailleurs indépendants affiliés avec leurs nom, prénom, adresse, matricule, genre et lieu d'exercice de l'activité.

Art. 11 10.– (1) Afin de permettre à l'Administration des contributions directes d'émettre les fiches de retenue d'impôt, et en vue de la détermination de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ainsi que sur les pensions et les autres revenus de remplacement, le Centre commun de la sécurité sociale transmet par voie informatique à l'Administration des contributions directes:

- les nom, prénom, état civil, adresse, matricule des salariés et de leur employeur ainsi que le type d'emploi, les dates de début et de fin d'emploi, le lieu de travail et le montant de la rémunération brute;
- les nom, prénom, état civil, adresse et matricule des pensionnés ainsi que le type de pension, les dates de début et de fin de la pension, le montant de la pension brute et le matricule de l'organisme débiteur.

(2) L'Administration des contributions directes transmet par voie informatique au Centre commun de la sécurité sociale les données suivantes à des fins statistiques à des fins d'exploitation statistique: le matricule du salarié, le matricule de l'employeur, les dates de début et de fin du lieu de travail, le lieu de travail ainsi que le type du lieu de travail.

(3) L'interconnexion de données se fait sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé.

Art. 12 11.– Afin de permettre à l'Administration des Contributions Directes d'émettre les fiches de retenue d'impôt, et en vue de la détermination de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ainsi que sur les pensions et les autres revenus de remplacement, la Caisse Nationale des Prestations Familiales transmet par voie informatique à l'Administration des Contributions Directes les nom, prénom, adresse, matricule des enfants et allocataires, type d'études, revenus touchés en cas de stage et la date présumée de la fin de l'allocation.

En vue de l'émission et de la détermination de la nature de l'impôt par l'Administration des contributions directes, la Caisse nationale des prestations familiales transmet par voie informatique à l'Administration des contributions directes les nom, prénom, adresse, matricule des enfants et allocataires, type d'études, revenus touchés en cas de stage et la date présumée de la fin de l'allocation.

L'interconnexion de données se fait sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé.

Art. 13 12.– Afin de permettre à l'Administration des Contributions Directes d'émettre les fiches de retenue d'impôt, et en vue de la détermination de la retenue d'impôt à opérer sur le forfait d'éducation, le Fonds National de Solidarité transmet par voie informatique à l'Administration des Contributions Directes les données des bénéficiaires suivantes: nom, prénom, état civil, adresse, matricule, classe d'impôt, taux de retenue, date du début et montant du forfait d'éducation.

En vue de l'émission des fiches de retenue d'impôt, et en vue de la détermination de la retenue d'impôt à opérer sur le forfait d'éducation, le Fonds national de solidarité transmet par voie informatique à l'Administration des contributions directes les données des bénéficiaires suivantes: nom, prénom, état civil, adresse, matricule, classe d'impôt, taux de retenue, date du début et montant du forfait d'éducation.

L'interconnexion de données se fait sous garantie d'un accès sécurisé, limité et contrôlé.

Art. 14 13.– Le ministère des Transports transmet les informations relatives à la détention des véhicules automoteurs à l'Administration de l'enregistrement et des domaines, à l'Administration des douanes et accises ainsi qu'à l'Administration des contributions directes, à la demande de cette dernière au cas par cas, afin de leur permettre l'établissement correct et le recouvrement des impôts, droits et taxes dont la perception leur est attribuée, à l'aide de procédés automatisés ou non.

Art. 15 14.– L'Administration des douanes et accises, l'Administration de l'enregistrement et des domaines et l'Inspection du travail et des mines peuvent procéder à des contrôles simultanés ou en commun sur place de l'activité économique exercée et de la situation fiscale d'un ou de plusieurs contribuables, opérateurs économiques ou assujettis, et ceci suivant les procédures propres à chacune des trois administrations.

Chapitre IV. – Coopération entre l'Administration des contributions directes, l'Administration de l'enregistrement et des domaines et les autorités judiciaires

Art. 16 15.– (1) L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines transmettent aux autorités judiciaires, à leur demande, les informations susceptibles d'être utiles dans le cadre d'une action pénale engagée en matière correctionnelle ou criminelle.

(2) L'Administration des contributions directes et l'Administration de l'enregistrement et des domaines qui, dans l'exercice de leurs attributions, acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit, sont tenues d'en donner avis sans délai au procureur d'Etat et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

**Chapitre V. – Dispositions spécifiques à l'Administration
de l'enregistrement et des domaines**

Art. 17 16.– (1) A l'article 70 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, le deuxième alinéa du paragraphe 1 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

„La même obligation de communication incombe aux assujettis en ce qui concerne tous les livres, journaux et pièces comptables, les quittances, les extraits bancaires, les bons de commande et les documents d'expédition et de transport. Il en va de même des contrats relatifs à leur activité professionnelle.“

(2) A l'article 70 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, le deuxième alinéa du paragraphe 3 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

„Lorsque les livres, documents et, généralement, toutes données, qui doivent être communiqués sur requête à l'administration, existent sous forme électronique, ils doivent être, sur demande de l'administration, communiqués, dans une forme lisible et directement intelligible, certifiée conforme à l'original, sur papier, ou suivant toutes autres modalités techniques que l'administration détermine.“

(3) L'article 71 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, est remplacé comme suit:

~~„Pendant les heures de leur activité professionnelle ou lorsqu'il existe des indices graves faisant présumer une infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements grand-ducaux pris pour son exécution, les assujettis sont tenus d'accorder aux agents chargés d'un contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée, le libre accès à leurs locaux professionnels tels que siège social, sièges d'exploitation, bureaux, fabriques, usines, ateliers, magasins, halls de stockage, chantiers, remises, garages et moyens de transport, ou à leurs terrains servant d'usine, d'atelier ou de dépôt de marchandises, ainsi qu'aux livres et documents qui s'y trouvent et dont l'obligation de communication incombe aux assujettis en vertu de l'article 70, pour leur permettre de constater l'activité qui s'y exerce et de vérifier l'existence, la nature et la quantité de marchandises et objets de toute espèce qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport.~~

~~Les agents de l'administration ont le droit de retenir, pour les joindre à leurs procès-verbaux, les factures et autres documents qui prouvent les infractions aux dispositions de la présente loi ou des règlements grand-ducaux pris pour son exécution respectivement qui établissent ou qui concourent à établir l'exigibilité d'une taxe ou d'une amende. Ce droit ne s'étend pas aux livres commerciaux.“~~

Pendant les heures de leur activité professionnelle, les assujettis sont tenus d'accorder aux agents chargés d'un contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée le libre accès à leurs locaux professionnels tels que siège social, sièges d'exploitation, bureaux, fabriques, usines, ateliers, magasins, halls de stockage, chantiers, remises, garages et moyens de transport, à leurs terrains servant d'usine, d'atelier ou de dépôt de marchandises, ainsi qu'aux livres et documents qui s'y trouvent et dont l'obligation de communication incombe aux assujettis en vertu de l'article 70, pour leur permettre de constater l'activité qui s'y exerce et de vérifier l'existence, la nature et la quantité de marchandises et objets de toute espèce qui s'y trouvent, y compris les moyens de production et de transport.

S'il existe des indices graves suffisants ou des motifs légitimes permettant de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions légales applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'impose, cette même obligation s'impose aux assujettis, à toute heure du jour et de la nuit. Les actions de contrôle entreprises sur base de cette disposition, en dehors des heures de l'activité professionnelle de l'assujetti, doivent respecter le principe de proportionnalité par rapport aux motifs invoqués. Cette disposition n'est pas applicable aux locaux qui servent à l'habitation à l'assujetti.

(4) A l'article 77 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, le paragraphe 2 actuel devient le paragraphe 3 et il est inséré un nouveau paragraphe 2 ayant la teneur suivante:

„2. Les infractions à l'article 70, paragraphes 1 et 3, peuvent également être réprimées par une ou plusieurs amendes consécutives imposant le paiement d'une somme d'argent calculée en fonction

du nombre de jours de retard dans l'exécution de l'obligation enfreinte et sans que ces amendes puissent se cumuler avec les amendes visées au paragraphe 1, pour une même infraction. Les amendes peuvent être fixées en prenant en considération un montant de cinquante à mille euros par jour de retard.

Ces amendes ne peuvent être prononcées que si le directeur de l'administration ou son délégué a antérieurement averti l'assujéti de ce que celui-ci doit avoir exécuté l'obligation concernée à la date limite indiquée dans l'avertissement, faute de quoi il s'expose à la prononciation d'amendes qui seront calculées en multipliant le nombre de jours de retard par une somme déterminée figurant dans l'avertissement et comprise entre le minimum et le maximum fixés à l'alinéa précédent. L'avertissement est valablement notifié s'il est adressé à l'assujéti par envoi recommandé soit au lieu de son domicile, de sa résidence ou de son siège, soit à l'adresse que l'assujéti a lui-même fait connaître à l'Administration de l'enregistrement et des domaines, et si le dépôt a été effectué à la poste au moins quinze jours avant la date limite indiquée dans l'avertissement.“

(5) A l'article 77 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, le paragraphe 2 actuel qui devient le paragraphe 3, est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

„Sans préjudice des sanctions pénales prévues à l'article 80, sera passible d'une amende fiscale de dix pour cent de la taxe sur la valeur ajoutée éludée, sans qu'elle puisse être inférieure à cent vingt-cinq euros, toute personne qui aura effectué, d'une manière quelconque, des manœuvres destinées à éluder le paiement de l'impôt ou à obtenir d'une manière frauduleuse ou irrégulière le remboursement de taxes.“

(6) A l'article 87 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite, l'alinéa 3 est remplacé comme suit:

„L'Administration de l'enregistrement est autorisée à faire vendre, conformément à l'article 879 du Nouveau Code de Procédure Civile, les immeubles assujétis tant à l'hypothèque prévue par l'article 83, point 4°, qu'aux hypothèques prévues par l'article 84, paragraphe 2, alinéa 1, ainsi que par les articles 83, point 2° et 84, paragraphe 2, alinéa 2 de la présente loi, et cela même lorsqu'elle n'est pas le créancier premier inscrit sur lesdits biens.“

Art. 18 17.- La loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines est modifiée comme suit:

(1) A l'article 2, le paragraphe 2 est remplacé comme suit:

„(2) Elle comprend la direction, le service d'inspection, le service d'enregistrement et de recette, le service d'imposition et de contrôle de l'impôt sur le chiffre d'affaires, de l'impôt sur les assurances et de l'impôt sur les transports, le service de la conservation des hypothèques, le magasin du timbre et l'administration des domaines.“

(2) Le libellé du titre III „Du service d'inspection des bureaux d'enregistrement et de recette“ est remplacé comme suit: „Du service d'inspection“.

(3) A l'article 9, sous l'intitulé „Titre V — Du service d'imposition et de contrôle de l'impôt sur le chiffre d'affaires, de l'impôt sur les assurances et de l'impôt sur les transports“, il est inséré un nouveau paragraphe 5 ayant la teneur suivante:

„(5) Des fonctionnaires de l'administration, ayant au moins le grade de contrôleur, peuvent être détachés temporairement au Service de la Police judiciaire de la Police grand-ducale. Ces fonctionnaires ont la qualité d'officier de police judiciaire. Pendant la durée du détachement, ils continuent à bénéficier de la prime de formation fiscale et ont droit à l'indemnité de quinze points indiciaires, prévue à l'article 80 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police.“

Ils sont chargés de constater les infractions à la législation en matière de la taxe sur la valeur ajoutée et de droits d'enregistrement, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte.

Lorsqu'une information pour infraction à la législation en matière de taxe sur la valeur ajoutée ou de droits d'enregistrement est ouverte, ils sont habilités à exécuter les délégations des juridictions d'instruction et à déférer à leurs réquisitions.

~~Ces fonctionnaires sont placés hors cadre et sont remplacés dans leur administration d'origine. A la fin de leur détachement, les fonctionnaires assument de nouveau leurs fonctions dans leur administration d'origine. Ils ont le droit de réintégrer leur administration d'origine et leur carrière d'origine, par dépassement des effectifs, et ils y sont placés hors cadre jusqu'à la survenance de la première vacance de poste.~~

Chapitre VI. – Dispositions spécifiques à l'Administration des contributions directes

Art. 19 18.– La loi générale des impôts du 22 mai 1931 (Abgabenordnung) est complétée par un nouveau paragraphe 100a libellé comme suit:

„§100a

(1) Le bureau d'imposition peut, sous réserve d'un contrôle ultérieur, fixer l'impôt en tenant compte de la seule déclaration d'impôt, et ceci sans qu'il y ait lieu d'indiquer les motifs.

(2) L'émission d'un bulletin d'impôt au sens du § 210 comporte la levée de la réserve du contrôle ultérieur.

(3) Avec l'expiration du délai de prescription de cinq ans, la réserve du contrôle ultérieur devient caduque et la fixation de l'impôt devient définitive.

(4) Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent par analogie à d'autres bulletins émis en matière d'impôts directs, notamment ceux visés aux §§ 212a al. 1er, 214, 215, 215a, 386 et 390.

Art. 20 19.– La loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes est modifiée comme suit:

(1) Dans la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes, l'expression „règlement d'administration publique“ est remplacée par l'expression „règlement grand-ducal“.

(2) A l'article 2, le paragraphe 2 est remplacé comme suit:

„Elle comprend la direction, le service d'imposition, le service de révision et le service de recette.“

(3) A l'article 3, paragraphe 1, sub b), l'expression „receveurs de 2e classe“ est à supprimer.

(4) A l'article 3, le paragraphe 1, sub b) est remplacé comme suit:

„dans la carrière moyenne de l'ingénieur technicien:

- un ingénieur inspecteur principal 1er en rang
- un ingénieur inspecteur principal
- des ingénieurs techniciens inspecteurs
- des ingénieurs techniciens principaux
- des ingénieurs techniciens“

(5) A l'article 3, paragraphe 4, les alinéas 3 et 4 sont à supprimer.

(6) L'article 5 est modifié comme suit:

„Le service d'imposition comprend les sections suivantes:

- la section des personnes physiques et des sociétés,
- la section de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires,
- la section des évaluations immobilières,
- la section de la retenue d'impôt sur les intérêts.“

(7) A l'article 6, le paragraphe 2 est remplacé comme suit:

„A la tête de chaque bureau est placé un fonctionnaire ayant le grade d'inspecteur principal 1er en rang, d'inspecteur principal ou d'inspecteur.“

(8) L'article 7 est modifié comme suit:

„Le service de révision, qui est compétent pour toute l'étendue du pays, comprend des inspecteurs principaux 1er en rang, des inspecteurs principaux, des inspecteurs, des contrôleurs, des contrôleurs adjoints et des vérificateurs dont le nombre est déterminé par règlement grand-ducal.“

(9) L'article 8 est modifié comme suit:

„(1) Le service de recette se compose de plusieurs bureaux dont le nombre et le siège sont fixés par règlement grand-ducal.

(2) A la tête de chaque bureau est placé un fonctionnaire ayant le grade d'inspecteur principal en rang, d'inspecteur principal ou de receveur principal.“

(10) Le Titre VA „Du service des poursuites“ est à supprimer.

(11) A l'article 9, le paragraphe 2 est à supprimer.

(12) A l'article 13, le paragraphe 2 est remplacé comme suit:

„Les fonctionnaires de la carrière du rédacteur et les fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire pourront exercer sur tout le territoire du Grand-Duché les poursuites en matière d'impôts, taxes, cotisations et autres droits y assimilés quant au recouvrement.“

(13) A l'article 13, il est ajouté un paragraphe 2bis libellé comme suit:

„(2bis) Des fonctionnaires de l'administration, ayant au moins le grade de contrôleur, peuvent être détachés temporairement au Service de la Police judiciaire de la Police grand-ducale. Ces fonctionnaires ont la qualité d'officier de police judiciaire. Pendant la durée du détachement, ils continuent à bénéficier de la prime de formation fiscale et ont droit à l'indemnité de quinze points judiciaires, prévue à l'article 80 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police.

Ils sont chargés de constater les infractions à la législation en matière d'impôts directs, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les auteurs tant qu'une information n'est pas ouverte.

Lorsqu'une information pour infraction à la législation en matière d'impôts directs est ouverte, ils sont habilités à exécuter les délégations des juridictions d'instruction et à déférer à leurs réquisitions.

Ces fonctionnaires sont placés hors cadre et sont remplacés dans leur administration d'origine.

A la fin de leur détachement, les fonctionnaires assument de nouveau leurs fonctions dans leur administration d'origine. Ils ont le droit de réintégrer leur administration d'origine et leur carrière d'origine, par dépassement des effectifs, et ils y sont placés hors cadre jusqu'à la survenance de la première vacance de poste.“

(14) A l'article 13, paragraphe 3. l'expression „et auxiliaires de l'administration des contributions“ est à supprimer.

(15) L'article 14 est remplacé comme suit:

„Les nominations des fonctionnaires à un grade supérieur au grade 7 ont lieu par arrêté grand-ducal, à l'exception des nominations des fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire administratif et de l'expéditionnaire-informaticien qui ont toujours lieu par arrêté ministériel.“

(16) A l'article 15, paragraphe 2, le numéro 1 et la lettre a) du numéro 2 sont à supprimer.

(17) Les articles 16 et 18 sont à supprimer.

(18) A l'article 21, le paragraphe 3 est à supprimer.

Art. 21 20.– La loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale est modifiée comme suit:

A l'article 12, le paragraphe 3 est remplacé comme suit:

„Le receveur est autorisé à faire vendre, conformément à l'article 879 du Nouveau Code de Procédure Civile, les immeubles assujettis tant à l'hypothèque prévue par l'article 1er, paragraphe 1er No 3, qu'aux hypothèques prévues par l'article 2, paragraphes 1 et 2 de la présente loi, et cela même dans les hypothèses où le Trésor n'est pas premier inscrit sur lesdits biens.“

